

Peter Sloterdijk : « Les Européens ont un très grand privilège, celui d'être les spectateurs de l'histoire »

➤ Lire aussi PAGES 6 ET 7

Propos recueillis par
Martin Bernier

LE FIGARO. - Vous avez donné à vos leçons sur l'Europe au Collège de France le titre « Le continent sans qualités ». Diriez-vous que, comme *L'Homme sans qualités* de Robert Musil, l'Europe se définit par l'absence de caractère propre ?

PETER SLOTERDIJK. - L'absence de qualités dont parle Robert Musil est une conception mystique qui remonte au Moyen Âge. Il avait toujours sur son bureau un exemplaire d'un livre paru en 1909, édité par le jeune Martin Baber, sous le titre *Confessions extatiques*, rassemblant des témoignages mystiques de tous les temps et de tous les peuples. C'est là que Musil a trouvé ses idées sur l'absence de qualités. Dans la mystique du Moyen Âge, on a forgé l'idée que le sujet humain devait se vider de tout son ego et de toute sa personnalité pour forcer Dieu à entrer en lui. L'absence de qualités signifie qu'on crée un vide irrésistible que Dieu est obligé de remplir. Robert Musil a projeté cette idée mystique sur un individu du XX^e siècle. Et son œuvre est aussi nourrie par le dégoût de la grandiloquence des pages littéraires de son époque. Dans un passage très drôle, Ulrich, l'« homme sans qualités », est choqué de lire dans un journal autrichien des éloges sur les exploits d'un « cheval de course génial ». À partir de là, il laisse tomber son ambition de devenir un génie. Lorsque même les chevaux ont du génie, cela ne vaut plus la peine de devenir génial en tant qu'être humain ; il vaut mieux essayer de forcer l'univers à remplir son vide intérieur que de développer des qualités personnelles. En ce qui concerne l'Europe, c'est bien sûr une allusion un peu vague. L'Europe ne pêche pas par une absence de qualités : elle en a trop. Elle possède d'innombrables qualités, et cette infinité de qualités implique pour ainsi dire l'absence de qualités. Voilà l'arrière-fond de cette formule, que je développe à travers mes leçons au Collège de France.

Vous dites que les Européens eux-mêmes ont cessé de s'intéresser à leur propre identité : employant la même ruse qu'Ulysse face à Polyphème, ils préfèrent dire « mon nom est Personne » quand on leur demande qui ils sont. Comment expliquer ce « devenir-Personne » de l'Europe ?

La grande majorité des Européens ont renoncé à l'idée de l'histoire mondiale. Hier, ils croyaient encore à la mission du christianisme ou bien à la mission des Lumières pour réformer le monde entier. Par conséquent, ils croyaient aussi en l'idée d'une histoire mondiale. Mais on a laissé tomber cette conception prétentieuse. La fondation de l'Union européenne, en ce sens, était déjà un acte post-historique : on a voulu agir en dehors de l'histoire mondiale telle qu'on l'avait conçue jusque-là. La période de la guerre froide nous a bien montré à quel point on faisait fausse route avec l'histoire mondiale, qui faisait courir le risque de la destruction mutuelle totale des compétiteurs. Sous la menace nucléaire, les Européens ont découvert la nécessité de laisser l'histoire du monde derrière eux et de recommencer un nouveau chapitre de leur existence qui n'aurait plus rien à voir avec les prétentions mondialistes d'autrefois.

Les Européens de l'après-guerre ont découvert une catégorie éthique qui ne figure pas normalement parmi les vertus des grands empires : la modestie. L'Europe est essentiellement modeste. Et cette modestie va parfois jusqu'à l'abandon de soi et au désintéressement pour sa propre identité. C'est pour cette raison que je parle d'Ulysse et de la volonté d'être Personne.

C'est aussi en Europe qu'est née l'autobiographie, le fait de « dire vrai sur soi », et le genre des confessions, sous la plume de saint Augustin.

L'Europe est-elle le continent des aveux ? Ces aveux rendent-ils l'Europe incapable de se réinventer face au poids de sa propre histoire ?

On a poussé cet esprit des aveux, qui est un héritage chrétien, jusque dans une pratique intellectuelle moderne qu'on appelle la critique. Depuis le XVIII^e siècle, la critique a remplacé l'aveu. Cela s'exprime surtout dans une critique de soi, et même dans une forme de haine de soi. La conception pascalienne selon laquelle « le moi est haïssable » est devenue le dernier mot de la confession européenne, car les Européens pensent dans leur grande majorité qu'ils ne sont plus aimables, qu'ils ne méritent plus l'estime du monde. La charge des reproches et des remords est trop lourde. L'esprit postcolonial est une métastase de cet esprit critique. Mais cela a surtout débouché sur une culture de l'hypocrisie généralisée, car cette critique de soi ne fait vraiment de mal à personne : on pense toujours aux méfaits des autres, et on « bat sa coulpe sur la poitrine d'autrui », comme disent les Français.

« L'idéal de vie des Européens, de nos jours, ce n'est plus la vie politique, mais plutôt la vie privée. C'est la grande performance de la civilisation européenne que d'avoir dépolitisé l'existence des individus »

Dans votre dernier livre, *Les Remords de Prométhée*, vous parlez de la façon dont les Européens et le reste du monde ont épuisé les ressources énergétiques jusqu'à la mise en péril de la planète.

Est-ce le dernier aveu en date des Européens ?

En effet. Les Européens sont aussi nécessairement les premiers à battre leur coulpe et à vouloir changer le régime énergétique à l'échelle mondiale. Mais comme le monde entier est dominé par le mimétisme des grands pouvoirs, ce ne sont plus les Européens qui sont les plus grands pollueurs du monde : ce sont les Chinois, en premier lieu, les habitants des États-Unis et les Indiens. Donc ce qu'on appelle le « Sud global » a pris le rôle des premiers dévastateurs du monde. Ce ne sont plus les Européens qui mènent cette campagne contre la nature. Au contraire, ils veulent se mettre à la tête d'une campagne pour réparer les dégâts d'autrefois. Chaque année les Chinois brûlent 4 milliards de tonnes de charbon, ce qui représente à peu près la totalité de ce que les Européens ont brûlé en deux siècles – et cela sous le prétexte formidable que le pollueur qui arrive plus tard aurait le droit de faire autant de mal que ceux qui ont commencé.

Les Chinois ont très bien compris comment il fallait parler aux Européens, ils savent abuser de leur penchant à l'autocritique. Le président chinois Xi Jinping joue parfaitement sur cette gamme de l'autocritique européenne : il nous reproche par exemple de pratiquer encore une politique colonialiste – alors que toute la deuxième moitié du XX^e siècle n'a consisté qu'en une énorme décolonisation.

Vous dites dans votre leçon inaugurale : « Il serait injuste de reprocher aux Européens de notre temps de ne plus avoir de grands objectifs. Leur ambition, qui ne s'est pas éteinte, est de faire en sorte que la différence entre politique et administration, entre démocratie et système d'assurance, se réduise à l'avenir. » Est-ce un constat ou un vœu de votre part ? N'êtes-vous pas trop optimiste ?

C'est une question à laquelle il est difficile de répondre, car l'idéal de vie des Européens, de nos jours, ce n'est plus la vie politique, mais plutôt la vie privée. C'est la grande performance de la civilisation européenne que d'avoir dépolitisé l'existence des individus. La démocratie est précisément cette forme de vie qui permet un certain équilibre entre existence politique et existence privée. Mais la grande tentation des Européens est de perdre cet équilibre. Or c'est une faiblesse heureuse que d'être capable de se retirer dans sa vie privée. J'ai lu récemment une étude sur la jeunesse française qui défend violemment l'idée de la retraite à 60 ans, comme si la retraite était le véritable équivalent de la liberté. Dès le début de la jeunesse, ils pensent désormais que la retraite incarne un idéal de vie.

Cela déforme les ambitions. Des études de psychologie sociale démontrent que, depuis presque un siècle, les projets de vie des individus européens se déplacent de plus en plus de la sphère politique vers la sphère privée, et de l'entreprise vers le show-business. Les jeunes préfèrent devenir DJ, vedette ou chanteur ; tout le monde veut être Johnny Hallyday et il ne reste que quelques fous pour penser que Clemenceau était un grand homme.

Les institutions européennes elles-mêmes n'ont-elles pas contribué à désintéresser les citoyens européens de la politique ?

Il est vrai que les institutions européennes ne sont pas très populaires auprès des Européens eux-mêmes. La plupart des Européens ne s'intéressent pas passionnément à ce qui se passe à Strasbourg ou à Bruxelles, et cela fait partie de leur mode de vie « privatiste ». Ici se pose la question de la légitimité de ces institutions. Le soutien populaire des institutions européennes n'est pas très solide, car l'Europe telle qu'on la connaît aujourd'hui a été construite par en haut, avec l'espoir qu'elle se populariserait avec le temps. Or les citoyens ont accepté ce qui était avantageux pour eux sans vraiment s'engager de façon passionnée pour la nouvelle construction. On retrouve là la privatisation post-historique des Européens. Mais il faut vivre avec et espérer que l'apparition d'un défi commun – comme la guerre en Ukraine – puisse fournir une impulsion au sentiment de cohérence.

Vous dites aussi que « l'Européen moyen est l'incarnation de l'ingratitude (...), le consommateur final d'un confort dont il n'a plus la moindre idée des conditions d'existence ». Est-ce vraiment un destin si désirable que d'être un consommateur confortablement installé dans un continent qui a cessé d'être un acteur de l'histoire ?

Les Européens possèdent un très grand privilège : ils ont le privilège du spectateur. En observant les centres d'action de l'histoire mondiale à laquelle on ne participe que de façon réticente, on voit bien que le rôle du premier acteur n'est pas enviable. Personne ne peut vraiment envier aux Chinois le destin que leur chef leur propose : il mène leur pays dans une confrontation mondiale qui pourrait aboutir à une guerre fatale. La même chose est vraie pour les Américains, qu'il ne faut pas non plus envier pour leur rôle sur la scène de l'histoire mondiale tardive. Tous sont coincés dans des schémas qui, du point de vue européen, sont dépassés. Et ils sont condamnés à se faire mal. Les grands acteurs portent encore les masques de la grandeur, de la grandiloquence et de la volonté de pouvoir tandis que les Européens possèdent un privilège très précieux, celui de ne pas vraiment être forcés d'intervenir dans cette fausse comédie enracinée dans un mimétisme désuet. On pourrait aussi dire que les Européens ont l'avantage d'avoir eu un penseur comme René Girard, qui a démasqué le schéma de la grande politique en tant que mimétisme néfaste. Une des raisons pour lesquelles il faut admirer Emmanuel Macron, c'est parce qu'il a su garder un certain sens de ce grand jeu ; il y participe à sa façon, sans vraiment être capable de faire beaucoup de mal. Mais il est le seul à rappeler aux Européens que leur salut n'est pas vraiment dans leur vie privée. Et il aurait raison de se plaindre auprès du chancelier allemand qui, après le deuxième grand discours de la Sorbonne, fin avril, n'a pas encore livré de réponse allemande satisfaisante.

Vous définissez l'Union européenne actuelle comme une « improvisation politique » qui correspondrait à un renoncement volontaire à l'empire. En quoi ce renoncement peut-il être fédérateur pour les Européens ?

Avant le renoncement, il y a eu la défaite. L'archétype de la catastrophe européenne, c'était la Première Guerre mondiale, qui finalement n'a connu que des perdants. Malgré le triomphalisme des alliés, il n'y avait que des perdants parmi les 32 nations réunies en 1919 pour signer les traités de Versailles et de Saint-Germain-en-Laye. La Deuxième Guerre mondiale a été une expression de ce méfait, elle était le résultat d'une rechute des Allemands dans la volonté de faire l'histoire mondiale. On voulait le retour par la force de l'empire sur le territoire germanique. C'était voué à l'échec, tout comme la volonté de Poutine de faire rentrer l'empire sur le territoire de la Russie aujourd'hui. Chez les Russes, le refus de comprendre la leçon de l'histoire se présente comme une grande politique, mais en vérité c'est un réflexe minable ; ce sont des malentendus qui s'inscrivent dans l'ancienne illusion de « l'histoire mondiale » ; en fait, ils ne traduisent que la désorientation profonde de la classe dirigeante en Russie. Cela n'est pas surprenant, d'ailleurs, car la Russie a un siècle perdu dans son dos. Et on voit très mal comment elle pourrait se redresser après cette débâcle. Mais, pour les Européens, la chose est différente : sur ce petit continent, avant 1914, il existait une dizaine de nations qui voulaient toutes être des empires. À leur époque critique, le démon des Européens, ce n'était pas le simple nationalisme, mais le national-impérialisme. C'est une des raisons pour lesquelles la terminologie de nos jours est profondément faussée. Quand on parle d'un retour du « nationalisme », c'est complètement erroné. Il y a un retour du ressentiment populaire contre le centralisme des grands États qu'on appelle populisme. Le populisme est ce que devient une démocratie au moment où le prétexte impérial a disparu ; on se met à comprendre que la capitale a absorbé toutes les forces de la nation et qu'il ne reste pas suffisamment de ressources pour satisfaire les demandes du reste de la nation. ■

* Dernier livre paru : « Les Remords de Prométhée. Du don du feu à la destruction mondiale par le feu » (Payot, 2023).

SÉRIE LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES VUES D'AILLEURS (1/5)

Alors que les citoyens des 27 pays membres de l'Union européenne sont appelés aux urnes entre le 6 et le 9 juin, *Le Figaro* ouvre ses colonnes à des intellectuels hors de nos frontières. Philosophes, historiens, politologues et journalistes livrent leur vision des grands enjeux qui attendent le Vieux Continent pour les années à venir. Peter Sloterdijk*, figure majeure de la pensée européenne, occupe cette année la chaire « L'invention de l'Europe par les langues et les cultures » au Collège de France. L'occasion pour le philosophe allemand de nous expliquer pourquoi, selon lui, la « sortie de l'histoire » est en réalité une chance pour l'Europe, qui sera épargnée par les futurs conflits mondiaux.

